



Note d'information sur le bilan de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, tenue à Doha du 29 novembre au 2 décembre 2008

Présentation:

Le 2 décembre 2008, les gouvernements présents à la Conférence de Doha ont convenu d'adopter la Déclaration de Doha sur le financement du développement, qui examine et réaffirme les engagements pris à Monterrey en 2002, prend note des nouveaux obstacles auxquels la communauté internationale est confrontée à la lumière des différentes crises alimentaire, financière et liées au pétrole et aux changements climatiques, et convient de nouveaux engagements et de nouvelles mesures destinés à répondre à ces difficultés.

Sur un plan général, le succès des négociations à Doha a été perturbé par l'administration Bush sortante, qui a dans les faits refusé de s'engager dans le processus des Nations Unies dédié au financement du développement, notamment sur plusieurs problèmes importants pour la CIS: la question de la réforme fiscale, la promotion d'un commerce respectueux du développement, la mise en place d'échéanciers nationaux d'aide publique au développement (APD), la nécessité d'un mécanisme fort de suivi du financement du développement et la nécessité de réformer les institutions de gouvernance mondiale. Le groupe des pays de l'Union européenne (UE) n'est pas venu à Doha avec une position très développée sur la réforme fiscale, par exemple, et cela a affaibli la portée du document final. Les pays du Groupe des 77 (G77) ont révélé leurs divisions pendant les négociations, et il leur a été difficile de parvenir à un consensus sur un certain nombre de points.

Enfin, l'absence de Chefs d'État des groupes des pays industrialisés du G7 et de l'UE (seul le Président français, M. Sarkozy, les représentait) et des dirigeants de la Banque mondiale et du FMI a démontré le manque d'implication dans un processus inclusif de financement du développement sous l'égide de l'ONU. Il convient de noter que 40 Chefs d'État et de gouvernement au total ont participé à la Conférence, majoritairement issus des pays en développement.

En règle générale, le langage de la Déclaration de Doha n'a pas de caractère prescriptif et ne parvient pas à établir des engagements clairs et des objectifs susceptibles d'être suivis. Les États membres ont tout au plus promis de faire de leur mieux pour honorer leurs engagements et formulé des politiques pour répondre aux problèmes du Consensus de Monterrey en vue de réaliser les objectifs de développement convenus sur le plan international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Le mouvement syndical peut cependant se réjouir des conclusions de la Conférence de suivi à divers titres:

- La formulation spécifique du Travail décent, au paragraphe 12, peut être considéré comme une reconnaissance de son caractère central pour les stratégies de développement et l'éradication de la pauvreté: « *Le développement humain reste une grande priorité et les ressources humaines sont le bien le plus précieux que les pays possèdent. La réalisation de l'objectif du plein-emploi productif et d'un travail décent pour tous¹ est indispensable. Nous continuerons d'investir dans le capital humain grâce à des politiques sociales qui privilégient l'intégration, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation, conformément aux stratégies nationales.* »
- Le Consensus de Monterrey a été confirmé dans sa totalité et réaffirmé.

¹ « Ce paragraphe réaffirme les engagements en faveur de la promotion du travail décent, convenus dans la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la justice sociale pour une mondialisation équitable (2008), la Déclaration ministérielle de 2006 du Conseil économique et social (ECOSOC) et la Résolution de 2008 de la 46^{ème} session de la Commission du développement social de l'ONU. »

- L'égalité entre les sexes est encouragée dans la Déclaration de Doha comme indispensable pour parvenir à un développement équitable et efficace, ce qui va bien au-delà du Consensus de Monterrey de 2002.

Récapitulatif des six grands thèmes du programme de financement du développement:

I) Mobiliser des ressources nationales au service du développement

Réforme budgétaire et justice fiscale:

1. Les syndicats demandaient que le Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale des Nations Unies devienne un organe intergouvernemental destiné à lutter contre la fraude fiscale, les anomalies de marché et les transferts de prix et à traiter les problèmes de gouvernance posés par les paradis fiscaux. Dans son paragraphe 16, la Déclaration de Doha précise: *« À cet égard, nous reconnaissons la nécessité de continuer à promouvoir la coopération internationale en matière fiscale, et prions le Conseil économique et social d'examiner la possibilité de renforcer les mécanismes institutionnels, notamment le Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale des Nations Unies. »*
2. La formulation n'est pas aussi forte que nous l'espérons, et l'ECOSOC ne reçoit pas clairement le mandat d'établir un comité fiscal intergouvernemental qui disposerait de davantage de pouvoir politique que le Comité d'experts actuel pour traiter des questions fiscales. Néanmoins, il semble que cela puisse constituer une ouverture qui permettrait de développer cette proposition par la suite.

II) Mobiliser des ressources internationales au service du développement

Investissements directs étrangers (IDE) et responsabilité sociale des entreprises:

3. Les syndicats demandaient que des mécanismes consultatifs tripartites et les normes de travail fondamentales soient des composants explicites des pratiques des entreprises.
4. Le document final ne parle pas précisément d'IDE socialement responsables, mais souligne l'importance *« d'adopter et de faire respecter, selon que de besoin, des lois et règlements pour la protection des travailleurs et de l'environnement et la lutte contre la corruption conformément aux obligations contractées aux termes des conventions internationales. Nous nous félicitons des efforts visant à promouvoir la responsabilité sociale et la bonne gouvernance des entreprises. À cet égard, nous nous félicitons des travaux effectués au niveau national et à l'Organisation des Nations Unies, notamment dans le cadre du Pacte mondial, et de la promotion des cadres de responsabilité sociale des entreprises convenues sur le plan international, comme la Déclaration tripartite de l'OIT. »* (§ 27).
5. Le langage n'est pas aussi contraignant que nous aurions pu l'espérer et laisse place à des interprétations en ne réitérant pas que les pratiques d'entreprise socialement responsables doivent être conformes aux objectifs de travail décent.

III) Le commerce international, moteur du développement

6. Des divisions sont apparues entre le G77, d'une part, et les États-Unis et l'UE, d'autre part, lors des négociations clés sur la libéralisation des échanges. Le G77 voulait qu'un langage plus critique soit adopté dans le document final, notamment pour veiller à ce que les pays en développement disposent de l'espace politique adéquat pour développer leur propre industrie et préserver leur secteur agricole. Cela n'a pas été suivi par les États-Unis et l'UE.
7. Le document final se contente simplement d'appeler à une conclusion rapide du cycle de Doha (§ 32): *« nous renouons le dialogue sans tarder et nous nous efforçons de trouver d'ici à la fin de l'année un accord sur des modalités propres à assurer rapidement l'heureuse conclusion du Programme de Doha pour le développement de l'Organisation mondiale du commerce ».*

8. Si les modalités actuelles sont appliquées, l'emploi et la disponibilité des services publics dans les pays en développement seront profondément affectés.

IV) Renforcer la coopération au service du développement

9. Les syndicats avaient demandé aux pays industrialisés l'engagement d'augmenter l'aide publique au développement (APD) et, pour ceux qui ne l'avaient pas encore fait, d'établir des échéanciers pluriannuels spécifiques en vue d'atteindre l'objectif fixé par l'ONU d'affecter 0,7 % du PNB à l'APD d'ici 2015. Le document final met en avant les engagements actuels de l'UE, mais ne fait aucune déclaration ferme concernant le reste du monde développé en termes de respect de leurs engagements (§ 42): « *l'Union européenne a consenti à affecter 0,56 % d'ici à 2010 et 0,7 % d'ici à 2015 de son PNB collectif à l'APD et à affecter au moins 50 % des augmentations de l'aide collective à l'Afrique* ».
10. Cette partie du document souffre de différentes faiblesses, dues principalement aux objections des États-Unis. D'une part, il n'y a aucun engagement spécifique à établir des échéanciers pour les objectifs d'APD, et le texte indique simplement: « *Nous encourageons vivement tous les donateurs à établir dès que possible des échéanciers montrant à titre indicatif comment ils comptent atteindre leurs objectifs, dans les limites de leurs crédits budgétaires respectifs.* » (§ 43) D'autre part, la formulation s'est affaiblie, comme le montre l'emploi des termes « *échéanciers [...] à titre indicatif* », et le terme *pluriannuel* a disparu du document final, comme l'avaient demandé les syndicats.

Le document final reconnaît cependant les travaux du Forum pour la coopération en matière de développement de l'ONU et de l'OCDE-CAD (par le biais de la Déclaration de Paris et du Forum de haut niveau d'Accra sur l'efficacité de l'aide), qui étudient les moyens d'améliorer la qualité et la quantité de l'aide. De plus, le document invite le Secrétaire général des Nations Unies à présenter un rapport sur ces questions au Forum pour la coopération, et pour ce faire d'agir en collaboration étroite avec la Banque mondiale, l'OCDE-CAD et les autres parties prenantes (§ 46-48). Étant donné que les syndicats constituaient l'une des parties prenantes activement impliquées dans le processus du Forum pour la coopération et celui de l'efficacité de l'aide de l'OCDE-CAD, il ne fait aucun doute qu'ils souhaitent maintenir leur participation aux modalités de suivi sur l'efficacité de l'aide et la coopération en matière de développement, telles que définies par le document final de Doha.

V) Dette extérieure

11. La référence faite dans le projet de document final à l'établissement d'un mécanisme de restructuration de la dette souveraine permettant un traitement équitable des créanciers et des débiteurs avait été favorablement accueillie par les syndicats avant de se rendre à Doha. Cependant les compromis issus des négociations ont entraîné un affaiblissement du langage et l'absence d'un engagement clair en faveur de la mise en place d'un tel mécanisme. Le document final indique désormais (§ 67): « *nous envisagerons les moyens d'étudier de nouveaux mécanismes de restructuration de la dette souveraine fondés sur les cadres et principes existants, en associant largement créanciers et débiteurs au processus et en veillant à ce que le fardeau soit réparti de manière comparable entre les créanciers, les institutions de Bretton Woods devant jouer un rôle important.* »
12. Les syndicats avaient appelé à des mesures fermes concernant les fonds vultours, qui ne servent qu'à replonger les pays endettés dans des dettes plus accablantes. Nous nous félicitons donc du fait que le paragraphe 60 du document final propose de multiplier les initiatives récentes portant sur ces fonds.

VI) Questions systémiques et cohérence des politiques

13. Les syndicats du monde entier avaient appelé à un mécanisme de suivi ferme qui garantirait la mise en œuvre effective des engagements pris à Doha. Cela est partiellement pris en compte dans le paragraphe 89, qui charge l'ECOSOC d'étudier les modalités d'un tel mécanisme, et dans le 90^{ème} et dernier paragraphe: « *Nous examinerons la nécessité de tenir une conférence de suivi du financement du développement d'ici à 2013.* » Dans la mesure où les notes sur les négociations du document final fournies par les ONG

partenaires suggéraient que le processus pourrait être complètement interrompu (sur ordre des États-Unis et de certains pays de l'UE), le fait qu'une conférence de suivi sera envisagée constitue donc une petite victoire.

14. Les syndicats appellent depuis longtemps à un processus de décision plus démocratique dans les institutions multilatérales, fondé sur une plus grande représentation des pays en développement, et se félicitent donc des paragraphes 76 et 77 du Document final de Doha, qui souligne l'importance de « *donner davantage voix au chapitre aux pays en développement et de leur assurer une participation accrue dans les institutions de Bretton Woods, conformément à leurs mandats respectifs* », ainsi qu'au Forum de stabilité financière.
15. De plus, en rapport avec la question de la gouvernance démocratique mondiale, un autre sujet a causé de fortes controverses entre les différents groupes de délégations. Il s'agit de la réforme du système économique et financier international. Un compromis clair a été atteint entre les États-Unis, l'UE et le G77: « *L'ONU tiendra une conférence au plus haut niveau sur la crise économique et financière mondiale et sur son impact sur le développement, qui sera organisée par le Président de l'Assemblée générale et dont les modalités seront arrêtées au plus tard en mars 2009.* » (§ 79)
16. C'est une étape majeure dans le traitement des obstacles systémiques et des nombreuses crises de l'économie mondiale. Nous le considérons comme un engagement à renforcer la coopération internationale et le multilatéralisme pour promouvoir le développement durable, en exploitant l'espace inclusif et démocratique de l'ONU, dans lequel tous les États membres disposent d'une voix égale, et dans lequel les syndicats et les autres organisations de la société civile ayant un statut consultatif auprès d'ECOSOC peuvent participer pleinement au processus.

En fin de compte, la Déclaration de Doha réaffirme le Consensus de Monterrey, mais le document final n'exprime pas suffisamment d'engagements sérieux, susceptibles de garantir une croissance et un développement durables aux pays à faible revenu ainsi que des moyens de subsistance durables pour la majorité de la population mondiale, qui vit dans une extrême pauvreté.

Les grandes décisions fermes portant sur les IDE, les financements novateurs et les problèmes systémiques et de commerce sont reportées aux réunions ultérieures. Le mouvement syndical devra rester vigilant pendant le processus de suivi à venir et assister aux réunions des prochains mois.

Lien vers la Déclaration finale de Doha sur le financement du développement:

Available in English, French Spanish at the website below
Disponible en anglais, français, espagnol au site web ci-dessous
Disponible en inglés, francés y español en la página web más abajo

<http://www.un.org/Docs/journal/asp/ws.asp?m=A/CONF.212/L.1/REV.1>

Link to the ITUC statement: ***Investing in Decent Work – the Key to a New Global Economy:***

http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/Trade_Union_Statement_to_Doha_FfD_review_Conference_EN.pdf

Texte intégral de la déclaration de la CSI: ***Investir dans le travail décent – La clef d'une nouvelle économie mondiale:***

http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/Trade_Union_Statement_to_Doha_FfD_review_Conference_FR.pdf

Para leer la declaración completa de la CSI: ***Invertir en el Trabajo Decente – clave para una Nueva Economía Global:***

http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/Trade_Union_Statement_to_Doha_FfD_review_Conference_ES-GP.pdf